

Le Canada et l'Afrique



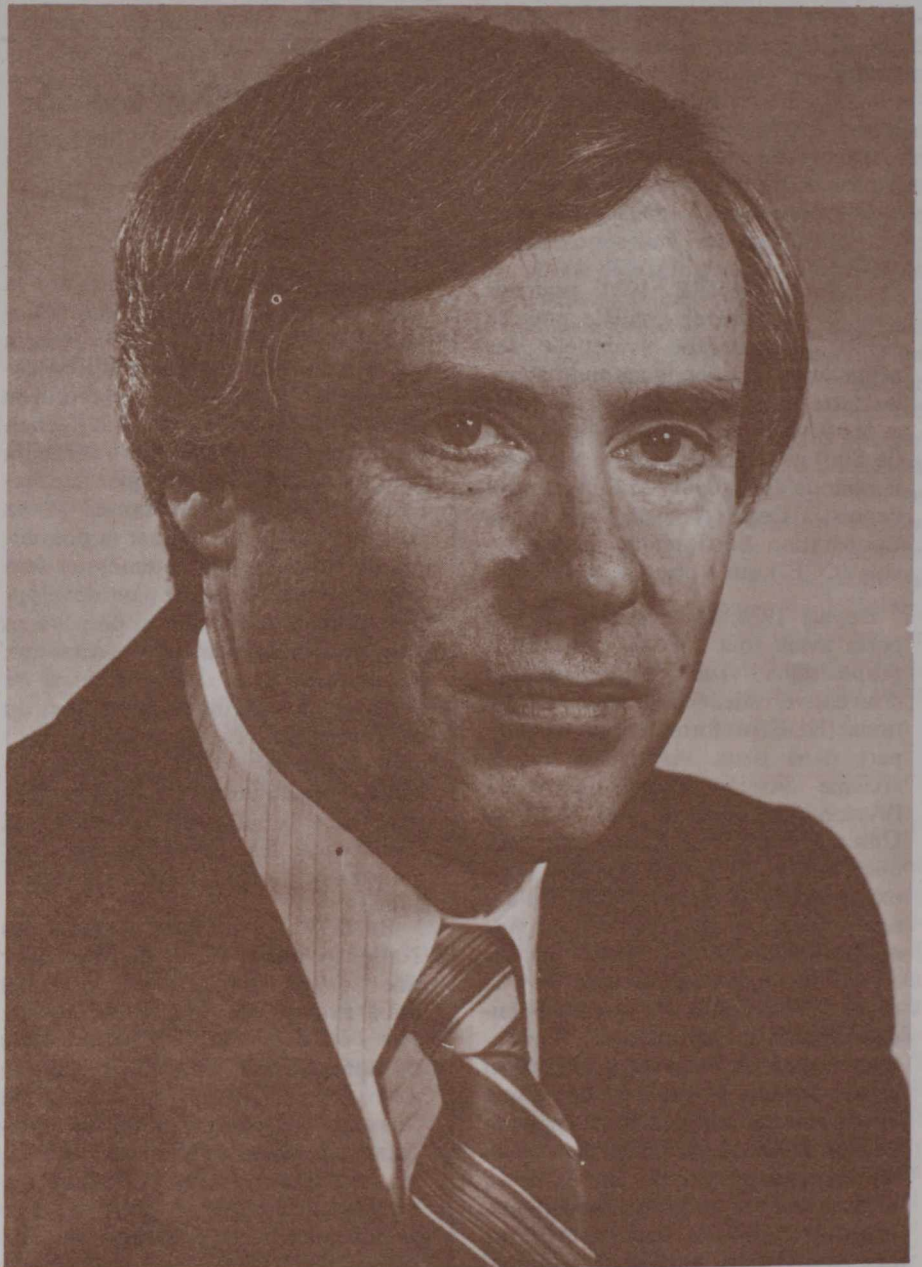
sera donc urgent de remédier à cette situation avant que le pouvoir d'emprunt de ces pays ne soit réduit à néant.

Evidemment, aucun gouvernement n'ignore plus cette situation. La grande difficulté consiste à faire comprendre à l'opinion publique des pays très riches comment le dialogue Nord-Sud et l'effort de développement international contribuent sensiblement à l'améliorer. C'est dans cet objectif que le gouvernement canadien s'est mis à oeuvrer pour la relance du dialogue Nord-Sud. Le Chef du gouvernement canadien, le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau a même créé un groupe de travail parlementaire constitué de représentants de tous les partis politiques en vue de présenter des recommandations pour la relance du dialogue Nord-Sud. Le groupe a publié son rapport en décembre 1980.

Ce rapport recommande au gouvernement canadien de hausser substantiellement ses contributions à l'aide internationale, dès maintenant, sans se fixer de vagues objectifs pour la fin de la décennie. Ainsi le budget canadien affecté à l'aide aux pays en développement devrait atteindre 0,57 % de son PNB dès 1985, puis continuer de croître jusqu'à 0,7 % de son PNB en 1990. L'aide canadienne de 1,2 milliard de dollars aujourd'hui devrait atteindre 3 milliards de dollars d'ici le milieu de la décennie et probablement 6 milliards de dollars d'ici 1990. D'autre part, il recommande que le gouvernement canadien fasse davantage d'efforts pour sensibiliser les Canadiens aux problèmes des pays en développement.

Le Canada pourrait ainsi, comme le suggère ce comité des Communes, devenir «un pont entre deux mondes».

Cette volonté d'arriver à concrétiser davantage les efforts du gouvernement canadien en faveur du dialogue Nord-Sud, a été définie clairement par l'honorable Mark Mac Guigan, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, dans le discours qu'il a tenu à la onzième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations-Unies à New York le 26 août 1980 : «-Partant, il nous faut trouver des méthodes de négociations différentes, des méthodes



● L'Honorable Mark MacGuigan, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures.

qui tiennent compte, par exemple, des perspectives de développement des pays pris individuellement, de la situation de ces pays en tant qu'exportateurs ou importateurs d'énergie, exportateurs ou importateurs de produits manufacturés, producteurs ou consommateurs de produits de base,

ainsi que des capacités des divers pays à se suffire sur le plan alimentaire. C'est pourquoi le Canada déploiera tous les efforts, au cours des négociations qui viennent, pour dépasser les approches généralisées et s'attacher aux occasions spécifiques qu'offre chaque secteur à l'étude».